



Orange dans le déni du mal-logement !!!

Comme pour le Président de la République, le logement n'est pas une priorité à Orange.

En France, pour les personnes mal logées, dans un contexte de montée de la pauvreté et des inégalités, cette réalité prend une tournure dramatique. Pour plus d'un million de personnes, les effets sur la santé, le confort ou l'estime de soi sont dramatiques. On compte au moins 600 000 taudis sur le territoire français, dont 150 000 en Outre-mer.

Chez Orange, en 2023, 2 048 « services » ont été rendus aux salariés ; soit une baisse de 27% vs 2022. Et le total des versements d'aides met en exergue les difficultés financières rencontrées par les salariés pour se loger ou améliorer leurs logements actuels.

Le bilan 2023 montre une contribution patronale obligatoire de 16 854 090 € soit 0,45% de la masse salariale contre 17 464 658 € en 2022. Sans la contribution en baisse pour cause d'arrêt du mobili-pass et du prêt accession dans l'ancien, sauf pour les HLM, l'enveloppe budgétaire aurait été atteinte.

De plus, seuls 15 millions sur les 17 millions de contributions patronales obligatoires d'Orange ont été utilisés.

Malgré la baisse des effectifs, le Service Santé au Travail (SST) est toujours autant sollicité. En 2023, 113 salariés ont sollicité l'assistance sociale des salariés en difficultés.

Le nouvel ancrage territorial d'Orange, impliquant toutes directions, vise à regrouper les salariés dans de grandes métropoles. Dans ces mêmes villes, l'implantation de campus çà et là, contraint les salariés des petits sites, désormais fermés, ainsi que les urbains relégués à l'opposé de l'agglomération, à reconsidérer leur lieu de résidence au prix de nombreuses difficultés associées.

La CGT FAPT dénonce l'irresponsabilité d'une stratégie purement financière dont l'état est 1er actionnaire

- Regroupement des services isolant davantage les personnes précaires éloignées des centres urbains.
- Communication insuffisante sur l'existence des dispositifs, vu le nombre de sollicitations des salariés dans les différents CSE (DROM inclus).



La CGT FAPT exige :

- L'arrêt de cette situation du mal logement à Orange et un investissement plus important,
- Un meilleur pilotage des contributions financières et des actions en partenariat avec les partenaires,
- Une totale transparence vis-à-vis des organisations syndicales.
- L'arrêt des restructurations et des concentrations de sites, une présence sur l'ensemble du territoire.



« Pour la CGT FAPT, Orange doit rester vertueuse »
Ensemble, mobilisons-nous pour défendre nos droits et nos salaires et pour un avenir plus juste chez Orange !

